Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 64 (2006)

Heft: 2: Des revues pour réfléchir ; Economie d'entreprise et capital humain. III

Artikel: Quand la sociologie devient "pratique" : réflexion sur la fonction d'une revue scientifique pour l'action

Autor: Pierre, Philippe / Uhalde, Marc

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-141829

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

QUAND LA SOCIOLOGIE DEVIENT «PRATIQUE». RÉFLEXION SUR LA FONCTION D'UNE REVUE SCIENTIFIQUE POUR L'ACTION

PHILIPPE PIERRE, MARC UHALDE
Sociologues, Membres du comité de rédaction de Sociologies Pratiques

> Pourquoi promouvoir une nouvelle revue de sociologie dans l'époque actuelle? Et pourquoi une revue de sociologie pour l'action? C'est que, malgré ses difficultés de lisibilité externe, la sociologie est plus que jamais convoquée par les acteurs sociaux pour comprendre et agir dans un monde incertain; et que par ailleurs, de nouvelles pratiques de sociologues *pour et dans l'action* au sein d'entreprises privées, d'organisations étatiques, supranationales, non gouvernementales... se développent à l'écart de toute institutionnalisation, mais portant des réponses nouvelles aux problèmes sociaux de notre temps.

ENTREPRISES ET SOCIOLOGIE: UNE COURSE POURSUITE

Depuis l'origine, les entreprises et la sociologie entretiennent une relation ambiguë, faite d'attrait et de méfiance. Les unes convoquent l'autre dans la perspective instrumentale d'amélioration de leurs performances, alors que la discipline sociologique voit surtout dans les entreprises un champ particulier de l'activité humaine; en diffusant ses théories, la sociologie, comme ceux qui la font, se prêtent à l'instrumentalisation, mais ils s'en défendent par ailleurs fermement au nom de l'intégrité du savoir scientifique. Les sociologues sont souvent tenaillés entre le désir de prouver leur utilité en répondant aux demandes sociales et leur souci de se mettre à distance de celles-ci. Nous sommes probablement à une époque où ces paradoxes touchent à leur comble.

LES NOUVELLES COMPLEXITÉS DES ORGANISATIONS PRODUCTIVES

Les entreprises modernes sont plus que jamais confrontées à des problématiques sociologiques, mêmes si peu d'entre elles désignent ainsi les problèmes qu'elles rencontrent. Elles évoluent vers des modèles «post-industriels» porteurs de transformation des rapports sociaux de travail (Veltz, 2000). L'économie de l'innovation et de la qualité suscite la mise en œuvre de nouvelles formes de rationalisation du travail qui, au-delà d'une instrumentation gestionnaire foisonnante (Segrestin, 2005), modifie implicitement les relations entre l'entreprise et ses salariés. La plupart des auteurs s'accordent sur les tensions et les inachèvements de ce processus de changement, mais tous pointent aussi l'importance des facteurs sociaux et humains dans ces fonctionnements de plus en plus complexes. La fidélisation et la diversité des ressources humaines, la confiance, les relations intergénérationnelles, l'implication subjective, les coordinations horizontales ou encore l'initiative deviennent désormais, même

s'ils résonnent comme un vieux refrain managérial, des questions incontournables.
Parallèlement, les organisations économiques sont traversées par des évolutions sociétales majeures. L'individu social fait aujourd'hui question, de même que le statut de l'expérience du travail dans la construction des liens sociaux et dans la définition de soi. Que cherchent, en effet, à affirmer les individus au travail, de quelle demande d'implication et de valorisation de leur activité sont-ils porteurs, comment articulent-ils vie au travail et engagements hors travail, que signifient les expressions nombreuses de malaises, les demandes de reconnaissance ou autres conflits sporadiques? Les dirigeants et les d'entreprises se trouvent là en pleine interrogation, exposés à des situations inédites qui bousculent tout autant leurs visées instrumentales que leurs pratiques ordinaires de gestion (l'humain est-il premier ou simple ressource d'adaptation de l'économie?). Même le postulat de collectifs sociologiquement significatifs, sur lequel sont édifiés les outils traditionnels de gestion (classifications, métiers, âges...), se trouve battu en brèche par l'affirmation de différenciations extrêmes parmi les salariés liés au sexe, à l'âge, aux origines ou «à l'idée» que chacun se fait de ses multiples appartenances. L'économie de la connaissance engendre ainsi, dans cette période d'intenses transformations de la division du travail, un besoin de (re)connaissance du monde social réel; question qui n'est ni plus ni moins que la définition de la sociologie.

Le développement paradoxal de la sociologie

De son côté, la sociologie connaît de profondes incertitudes. Elle peine à apparaître comme une discipline source de métiers stabilisés et clairement identifiables. Le «chercheur» reste la figure professionnelle centrale de la sociologie (Bourdieu, Chamboredon, Passeron, 1969). La légitimité d'une bonne partie des sociologues se construit sur plusieurs fronts mais le champ académique reste le champ dominant de réalisation d'une carrière à long terme (par l'accès à une charge de professeur d'université, d'une grande école de commerce ou d'ingénieur, à celle de chercheur au CNRS ou encore dans des instituts privés de recherche et de conseil). Des débats récurrents portent sur les critères d'affiliation au métier (à partir de quel diplôme est-on sociologue?), plusieurs sociétés savantes coexistent, les débouchés des plus haut diplômés sont hasardeux[1], la plupart des étudiants embrassant finalement les carrières les plus diverses...
Voie «royale» vers le chômage pour qui souhaite à tout prix devenir «sociologue de métier», la sociologie ne cesse pourtant de faire le plein dans les universités et connaît une forte percée dans les formations supérieures. Les diplômes de commerce, d'ingénieur et de gestion intègrent de plus en plus d'incontournables modules de sociologie, alors que des masters professionnels expressément adossés aux sciences sociales présentent d'excellents taux de placement des étudiants sur le marché de l'emploi.
Cette diffusion particulière de la sociologie dans le champ des métiers peut être considérée en regard de la «plasticité» de la discipline scientifique elle-même. Comme science de l'interprétation des faits sociaux, elle se construit sur les crêtes des avancées de la modernité. Enfant du 19ème siècle, époque d'incertitudes et d'accélération de la modernité , la sociologie est particulièrement attendue dans les périodes de grands bouleversements, précisément parce

---

1 Dubar, «La recherche sociologique en Ile de France», rapport pour le CNRS, 2004.

que le sens ordinaire des choses s'y dérobe. Mais elle se nourrit aussi de ces périodes de rupture qui bouleversent les savoirs établis. L'effervescence théorique qui en résulte, introduit de nouvelles différenciations au sein de la discipline. Elle perd ainsi en visibilité externe ce qu'elle gagne en potentiel d'innovation. La sociologie que l'on convoque en période de grande incertitude se trouve par conséquent à la fois forte par son objet et affaiblie par la remise en cause de ses propres théories. Ainsi peut-on probablement comprendre la diffusion paradoxale de la sociologie, attendue partout mais fixée nulle part.

Une bien étrange course poursuite

Ayant pour fonction première la compréhension de la réalité sociale, la sociologie suscite aujourd'hui de fortes demandes de la part des institutions et des acteurs économiques et sociaux[2]. Sa fonction de «dévoilement» des rapports de domination (ce que les individus vivent sur le mode de la certitude et qui ne serait en fait que de la contrainte sociale intériorisée) lui donne structurellement une orientation critique, même au sens le plus ordinaire de la production d'une connaissance indépendante. Or, dans une période de désordre, non seulement les institutions recherchent le sens de l'histoire en marche, mais elles dressent aussi, à de multiples niveaux, des barrières normatives et défensives pour conserver leur propre existence. La réflexivité et le germe polémique que porte la sociologie sont-ils réellement souhaités par les institutions? On peut affirmer sans risque que les demandes de sociologie sont le plus souvent confuses, multiples, protéiformes. Savoir et pouvoir entrent dans une sourde confrontation.

La sociologie a une double mission d'analyse et de transformation sociale. C'est donc aussi sur la partition classique entre le savoir et l'action que se joue la relation paradoxale entre les sociologues et les acteurs sociaux. Ces derniers veulent «savoir» pour agir (demande de connaissance), mais convoquent confusément les sciences sociales pour «savoir agir» différemment (demande de prescription et d'accompagnement); de son côté, la sociologie reste peu équipée dans sa contribution à l'action. Elle lègue principalement à ses professionnels des compétences de production de savoir, mais peu des compétences cliniques, de pédagogie ou d'expérimentation. La sociologie se trouve donc attendue sur une territoire adjacent au sien, ni totalement décalée, ni totalement ajustée à la demande.

Le métier de sociologue n'est pas (seulement) là où on le pense

Parler «du» métier de sociologue est devenu abusif. Des chercheurs nous montrent qu'il existe aujourd'hui une «face cachée de la sociologie», composée de praticiens en poste dans des métiers et des institutions non universitaires (Piriou, 2006). Ils sont sociologues indépendants, consultants, médiateurs, chargés d'études, responsables de ressources humaines, managers... formés à la sociologie et porteurs d'un «désir de sociologie»[3]. Ils revendiquent une double référence au monde scientifique et à leur contexte d'action. Les compétences qui les distinguent relèvent de la capacité de problématisation sociologique de situations

---

2 La revue Sociologies Pratiques tente de se faire l'écho des problématiques d'actualité pour les organisations, au sens large de ce terme, comme en témoignent les thèmes de ses numéros: «Mondialisation, les cultures en question» (n°5/2001), «Gérer l'environnement: le temps de l'action concertée» (n°7/2003), «La face cachée des générations en entreprise» (n°12/2006), «Penser les réseaux sociaux pour repenser l'activité économique» (n°13/2006)...

3 Ces praticiens sont estimés à 10.000 en France, dont environ 3.000 se rattachent culturellement ou professionnellement à la sociologie (Piriou, 2006).

sociales ou de gestion et, plus fondamentalement, de ce qu'ils nomment volontiers le «regard», c'est-à-dire une posture de distanciation par rapport au sens commun. Pour autant, leurs modalités d'action en situation, leurs formes d'engagement et leur parcours dans les institutions restent encore mal connus. L'existence de ces praticiens invalide l'analyse de la distinction fondamentale entre l'homme de science et l'homme d'action formulée il y a un siècle par Weber (1963). Si certains voient en eux une dérive de la profession, d'autres considèrent qu'il s'agit là d'une évolution positive de la discipline, répondant aux problèmes de l'époque. Parmi les questions soulevées par la modernité avancée, le lien entre la pensée et l'action, entre la norme et la critique ou, de manière plus spécifique, entre la sociologie et les institutions productives ne peuvent probablement pas être considérées comme secondaires. Ces nouvelles formes d'usage de la sociologie relèvent de deux dynamiques au moins, qui se croisent en de nombreux points.

La sociologie d'intervention

La première dynamique relève de l'affirmation progressive d'une sociologie d'intervention. Elle s'inscrit, de manière assez classique, dans le programme de la recherche-action initié par Lewin et quelques autres au milieu du 20ème siècle. Dans le champ des organisations, cette orientation scientifique a surtout été travaillée des disciplines comme la psychosociologie, l'ergonomie ou encore les sciences de gestion (le courant de l'apprentissage organisationnel notamment). La sociologie en est restée curieusement à l'écart. Mais on observe une évolution significative depuis une dizaine d'années, dont on peut mentionner, sans prétendre à l'exhaustivité, quelques réflexions structurantes.

Au plan de la théorie pure, le projet d'une sociologie d'intervention s'appuie sans conteste sur la formulation de théories de l'apprentissage et du changement social. Mentionnons notamment les théories de l'apprentissage cognitif, de l'apprentissage collectif (Crozier, 1989) et de l'apprentissage culturel (Sainsaulieu, 1987), qui s'appuient toutes sur le postulat de l'évolution possible des conduites sociales dans les organisations, sous certaines conditions. Elles ouvrent le champ à des pratiques d'intervention, qui peuvent être définies comme l'organisation des conditions par lesquelles les acteurs pourront développer de nouvelles potentialités de coopération, de projet ou d'action.

L'ambition s'affirme aussi à travers la formalisation de «théories du dispositif» selon l'expression de Dubost (1987). La sociologie se distingue probablement d'autres approches par le recours à des *diagnostics* (Sainsaulieu, 1987/1997) - ou plus largement à des analyses sociologiques formalisées et utilisées comme des outils d'intervention - et par des dispositifs de *confrontation* entre les parties prenantes d'un problème (Uhalde et al., 2001). Enfin, le projet est soutenu par des «théories de la posture» de plus en plus nombreuses, qui prennent plutôt la forme d'appels au débat. A travers des concepts comme la «maïeutique» (Herreros, 2003) ou des réflexions sur la symétrie entre savoirs profanes et savoirs savants (Vrancken, 2001), l'on cherche finalement à nommer les nouvelles cohérences scientifiques qui naissent à l'intersection du «savant» et du «politique». Cette histoire semble être bien en marche, même si le panorama des théories sociologiques de l'intervention reste à ce jour encore confus (Minguet, 2001).

La sociologie dans l'action

Avec la possibilité d'une sociologie *dans* l'action, c'est la question de professionnels formés à la sociologie, mais exerçant à partir d'un autre métier constitué (dirigeant, responsable de ressources humaines, manager, syndicaliste...) qui se pose. La sociologie *dans* l'action vise d'abord à être une sociologie de l'expérience vécue, ayant pour ambition d'agir et de transformer, ici et maintenant, le cours de la vie sociale; tout simplement peut-être parce que «l'on ne change pas une société en restant à son écoute» (Todorov, 1997). Les sociologues dans l'action courent souvent le risque que leur statut d'intellectuel et de chercheur soit peu ou pas connu du milieu d'accueil, que le poste qu'ils occupent, à temps plein, corresponde peu avec leur niveau de formation initial en même temps qu'ils recherchent une double validité de leurs savoirs (en pratique, dans l'organisation qui l'emploie, mais aussi en théorie, auprès d'un laboratoire de recherche ou d'un collège de pairs à l'occasion de colloques et de congrès scientifiques, où le sociologue-professionnel vient mettre à l'épreuve ses avancées de recherche). On peut tenter de tracer les contours de cette pratique sociologique «ancrée», encore mal connue, à partir de quelques éclairages partiels.

La sociologie *d'intervention* a tendance à s'écrire et à s'appliquer, tandis que la sociologie *dans l'action* s'éprouve dans le temps long des «ressources humaines». Elle propose une «internalisation» du processus d'intervention qui en appelle à une définition nouvelle du «développement social», en lieu et place d'une simple «gestion des ressources humaines» par actions successives d'ajustement.

La sociologie dans l'action fait la défense d'une «sociologie des coulisses», d'une capacité «circulatoire» du sociologue afin de saisir les acteurs là où ils se dévoilent. L'instauration de relations de confiance avec les salariés étudiés permet, par exemple, le recueil de confidences sur ce retour sur soi qui s'opère largement en dehors de l'entreprise et renvoie à la question de la transmission culturelle hors des cadres classiques de l'entreprise. Des relations proches et bien souvent, au final, amicales permettent de connaître les rapports aux conjoints, aux enfants, aux pratiques culturelles, à la langue parlée à la maison, aux fréquentations, à la vie associative, aux projets pour la retraite... Des théoriciens qui n'étaient pas à proprement parler sociologues, comme Chester Barnard qui dirigea à l'âge de 41 ans la compagnie des téléphones Bell, ont pratiqué ces modes d'enquêtes en temps réel, *dans l'action*, ont cherché à faire émerger des savoirs tacites par une observation en co-présence physique de longue durée et par la pratique du gouvernement d'entreprise. Plus près de nous, Lalle (2004) défend également une conception de la recherche qui ne soit pas seulement «une recherche sur l'action mais une recherche dans l'action, une recherche transformative où le chercheur, participant à la vie de l'organisation, conçoit, met en œuvre, analyse, communique, diffuse les résultats obtenus tant à l'intérieur de l'organisation auprès des praticiens, qu'à l'extérieur en direction des milieux académiques».

De l'action du sociologue d'intervention, on pourrait dire qu'elle court le risque d'être momentanée, locale, qu'elle s'adresse à un groupe d'acteurs identifiés, se prête à devenir l'objet d'un récit de la transformation et porte en elle le sens de l'histoire immédiate de l'organisation. De l'action du sociologue *dans l'action*, on peut défendre qu'elle est, non pas locale, mais globale puisque c'est tout l'ensemble du corps social qui doit être concerné si l'on veut transformer les rapports sociaux; qu'elle n'est pas momentanée, mais étendue dans la durée

et en appelle, en cela, davantage à la logique de la «métamorphose»[4]. Cette forme d'action renvoie aussi, moins à un sujet ou un groupe désignés, qu'elle ne procède discrètement par influence, par «capillarité», sur un mode ambiant. Intervenir en sociologue professionnel, c'est expérimenter une sociologie de la réception réelle, pour reprendre une expression de Lahire (2004), qui réponde à des critères internes de scientificité (par la construction d'un appareillage méthodologique liant observation participante et pratiques des entretiens). Afin de garantir cette scientificité, il convient que les problèmes soient définis avant l'enquête et que l'on pratique la mise en débats des résultats. Si traditionnellement, l'enquête ne produit des connaissances que pour autant que ses résultats soient communiqués et discutés, la manière d'agir du sociologue-professionnel dans l'action ne se «voit» pas. Ou plutôt, on n'en voit que les résultats et pas nécessairement le champ explicite, clairement cadencé et exprimé, des intentions et des décisions. Dans cette pratique, l'important est moins de dire ce que l'on pense que de tenir ce que l'on dit et soutenir l'effort de l'action transformatrice prolongée (Berthezène, Delange et Pierre, 2006). Sa recherche, patiente, est celle du «potentiel de situation» et des «points de jointure» d'une organisation. Sa recherche est celle d'une sociologie réellement *pratique*.

UNE REVUE COMME RESSOURCE D'ACTION

Il paraît nécessaire aujourd'hui de soutenir et de rendre plus visibles ces nouvelles pratiques, par définition, peu exposées, largement tacites, mais pourtant de plus en plus répandues. C'est le projet de la revue Sociologies Pratiques, créée en 1999 et qui a édité son dixième numéro en 2005[5]. En cinq années, 130 auteurs y ont contribué, dont un tiers de praticiens de la sociologie. Parmi les auteurs «académiques», plus de la moitié développent des pratiques d'intervention, dans la réalisation de leurs recherches ou parallèlement, convaincus que «la sociologie ne vaut pas une heure de peine si elle ne devait avoir qu'un intérêt spéculatif» (Durkheim, 1893).

Dans quelle mesure un espace éditorial peut-il constituer une ressource d'action et surtout comment? C'est à cette question que tente de réfléchir le comité de rédaction, en étant convaincu que ces formes émergentes de pratiques sociologiques ne peuvent se satisfaire de réponses éditoriales enfermées dans une seule modalité rédactionnelle.

Une première réflexion concerne la forme d'explicitation des sociologies *dans* l'action. Il y a là un double défi. Tout d'abord, de faire du foisonnement de la pratique une sociologie écrite et «rapportée». Si la qualité première de ces sociologies est d'être «agissantes» là où elles sont déployées, en mixant la sociologie scientifique, utilisée comme une compétence-cadre, et l'art du bricolage en situation (de Certeau, 1980), peut-elle s'écrire avec la même rigueur et la même force de conviction que la sociologie académique, faite dans et pour les livres? Un format éditorial particulier peut aider les auteurs à un tel exercice. Disposer d'un système de

---

4 Nous empruntons cette distinction entre action (de la pensée occidentale) et transformation (de la pensée chinoise) à Jullien (2005). «L'efficience du stratège en Chine est de capter l'immanence à l'œuvre dans la situation qui se renouvelle, au fur-et-à-mesure de la transformation: tel est le potentiel de situation absorbant la «circonstance» pour en faire apparaître l'opportunité. Elle est d'aller puiser, tel un sourcier, par son repérage des facteurs porteurs, à la source d'avènement sponte sua de l'effet: car par elle, sans plus avoir à agir et m'investir, je peux me laisser porter» (*Idem*, p. 76). Seul un ensemble d'hommes et de femmes dans l'entreprise, pendant une durée suffisante, peut réussir à faire ce travail «d'absorption de la circonstance».

5 La revue a été créée dans le cadre d'une association de praticiens, l'Association des Professionnels en Sociologie de l'Entreprise, sous l'impulsion de R.Sainsaulieu et avec l'aide de N.Alter. Un comité scientifique d'une vingtaine de membres rassemble des praticiens et des enseignants chercheurs impliqués dans le développement d'un cursus de sociologie appliquée.

rubriques différenciées permet de distinguer les articles selon leur orientation et d'admettre des modalités rédactionnelles variées: études de cas, méthodes, interventions, recherches... Le format des contributions constitue un autre outil: des articles de taille moyenne au regard des normes académiques en vigueur, assortis d'une exigence de théorisation des pratiques, pointant les aspects génériques ou transférables de pratiques singulières. L'autre grand défi tient au rapport des praticiens à l'écriture. Leur quotidien est fait d'actions plus que de «mise en mots». La revue fait ici le choix d'assumer un rôle d'accompagnement à l'écriture, sous la forme de compagnonnages ponctuels, situant sa fonction effective au carrefour de l'édition et de l'organisation de situations apprenantes.

Une revue de sociologie *pour* l'action, ne peut qu'être, avant tout, une revue de sociologie. Sa fonction est de publier des résultats de recherche et des débats d'interprétation sur des problématiques contemporaines. Pour autant, c'est dans la forme d'exposition de ces travaux que réside, pour les praticiens, mais aussi pour leur environnement immédiat, l'enjeu d'un accès possible et fluide aux avancées de la discipline. Le style d'écriture est ici un élément clé: des contributions tentant de faire la part entre la rigueur scientifique des analyses et un mode d'exposition réservé à une communautés restreinte d'experts.

C'est enfin dans l'activation même des tensions qui traversent la question polémique de nouvelles formes d'usage de la sociologie que la revue cherche à rester en alerte sur les choix et les innovations éditoriales. Sa ressource principale tient à la composition même du groupe de rédaction, en termes de positions professionnelles (académique, enseignants, professionnels) et de sensibilité personnelle pour ne pas substituer une représentation scientifique univoque à celle des acteurs. L'enjeu demeure d'entretenir, de toutes les manières possibles, une circulation permanente entre la théorie et ses formes d'utilité pratique, et de livrer la question «A quoi sert la sociologie?»[6] à débats ouverts et à des réponses innovantes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BERTHEZENE, Pierre-Henri, DELANGE, Nicolas et PIERRE, Philippe, «Gestion des Ressources Humaines et Sociologie, un couple impossible? Pour la pratique d'une «sociologie immergée» en entreprise», in GUENETTE, Alain-Max, GIAUQUE et alii., David, CHANLAT Jean-François et SARDAS, Jean-Claude, *Comprendre et organiser: quels apports des sciences économiques et sociales?*, L'Harmattan, à paraître en 2006.

BOURDIEU, Pierre, CHAMBOREDON, Jean-Claude, PASSERON, Jean-Claude, *Le métier de sociologue*, Maisons des Sciences de l'Homme, Paris, 1969.

Certeau, (de), Michel, *L'invention du quotidien. Arts de faire*, Paris, UGE («10/18»), 1980.

CROZIER, Michel, *L'entreprise à l'écoute*, InterEditions, 1989.

DUBAR, Claude, «La recherche sociologique en Ile de France», rapport pour le CNRS, 2004.

DUBOST, Jean, *L'intervention pyschosociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987.

DURKHEIM, Emile, *La division du travail social*, PUF, 1893.

JULLIEN, François, *Conférence sur l'efficacité*, PUF, 2005.

HERREROS, Gilles, *Pour une sociologie d'intervention*, Erès, 2002.

6 Titre de l'ouvrage dirigé par B. Lahire, La découverte, 2004.

LAHIRE, Bernard (dir.), *A quoi sert la sociologie?*, La découverte, 2004.

LALLE, Béatrice, «Production de la connaissance et de l'action en sciences de gestion. Le statut expérimenté de chercheur-acteur», *Revue Française de Gestion*, vol 30, n° 148, Janvier/février 2004.

MINGUET, Guy, «Taxonomie des modèles sociologiques d'intervention», in Kuty, Olgierd, Vrancken, Didier (dir.), *La sociologie et l'intervention*, De Boeck Université, 2000.

PIRIOU, Odile, *La face cachée de la sociologie*, Editions Belin, 2006.

SAINSAULIEU, Renaud, *Sociologie de l'organisation et de l'entreprise*, Paris: Ed. Presses de Sciences Po, 1987, 390 p. (réédition augmentée, 1997, 477 p.).

SEGRESTIN, Denis, *Les chantiers du manager*, Armand Colin, 2005.

UHALDE, Marc (dir.), *L'intervention sociologique en entreprise. De la crise à la régulation sociale*, Paris: Desclée de Brouwer, 2001.

TODOROV, Tzvetan, *Les morales de l'histoire*, Hachette, 1997.

VELTZ, Pierre, *Le nouveau monde industriel*, Gallimard, 2000.

Vrancken, Didier, « L'intervention du sociologue, blessure narcissique », in Kuty, Olgierd, Vrancken, Didier. (dir.), *La sociologie et l'intervention*, De Boeck Université, 2000.

WEBER, Max, *Le savant et le politique*, Editions 10/18, 1963.